

CURRICULUM VITAE

André ROUX

Né le 24 novembre 1953 à Avignon

Chevalier dans l'Ordre des Palmes Académiques

Chevalier dans l'Ordre de la Légion d'Honneur

Adresse personnelle :

19, La Clairière

13790 - ROUSSET

Tel : +33 6 07 86 74 11

Courriel : andreroux2000@live.com

Adresse professionnelle :

Institut d'Etudes Politiques

25, rue Gaston de Saporta

13625 Aix en Provence cedex 1

FONCTIONS :

- Professeur d'Université à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence (Université d'Aix-Marseille)
- Directeur de l'Unité Mixte de Recherche Droit public comparé, droit international et droit européen, CNRS UMR 6201 (2003-2008)
- Directeur du Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Justice constitutionnelle, Institut Louis Favoreu, CNRS UMR 6201 (2004-2008)
- Directeur du Master de Droit public de la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille (2004-2008)
- Directeur de la Revue française de droit constitutionnel (depuis 2005) - Secrétaire général de 1990 à 2005
- Directeur de l'UFR Recherches juridiques, politiques et sociales (1990-1995)
- Directeur du Groupement de Recherches « Droit public comparé » CNRS GDR 1177 (1995-1999)

TITRES UNIVERSITAIRES FRANÇAIS - DIPLOMES :

- Diplôme de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence (1973), lauréat de l'I.E.P. (1er prix du classement général)
- Licence en droit, lauréat de la Faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence (concours de droit public) 1974
- Diplôme d'études supérieures de droit public, mention bien (1975)
- Doctorat d'Etat en droit public, mention Très bien avec Eloges (1980)
- Premier prix de doctorat (Faculté de Droit d'Aix-en-Provence) (1981)
- Agrégé des Facultés de droit (1985), major du concours.

CARRIERE UNIVERSITAIRE :

- 1975-1985 : Assistant de Droit Public, puis Maître de Conférences à l'Université d'Aix- Marseille III (Institut d'Etudes politiques)
- 1986-1989 : Professeur de Droit Public à l'Université de Toulon et du Var
- 1989-1991: Professeur de Droit Public à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence (Université Aix-Marseille)
- Depuis 1991 : Professeur de droit public à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence.
- Le 01/01/1992 : Avancement à la 1ère classe du corps des Professeurs d'Université.
- Le 01/09/2007 : Professeur des Universités de classe exceptionnelle (promotion au deuxième échelon le 1er /09/2012)
- Attributaire de la Prime d'Excellence Scientifique puis de la Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

- Cours à la Faculté de Droit d'Aix-en-Provence

- Droit constitutionnel (Licence droit, 1ere année)
- Droit constitutionnel des collectivités locales (DESS collectivités locales) jusqu'en 2003
- La protection internationale des droits de l'Homme (Master Droit international public et Master Droit communautaire) jusqu'en 2004
- Droit constitutionnel approfondi (Masters Droit public général, Droits fondamentaux, Droit et pratique des contentieux publics)

- Cours à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence

- Droit constitutionnel (C.P.A.G., Licence d'administration publique, Préparation ENA)
- . Organisation politique de l'État (cours obligatoire première année)
- Budgets publics et systèmes fiscaux (section services publics, 2^e année, jusqu'en 2006)
- Institutions politiques comparées (cours obligatoire commun, 3^e année puis 2^e année)
- Introduction à la vie politique (Formation continue, IEP - jusqu'en 2003.)

- Cours au CNFPT (jusqu'en 2010)

- . Droit public (droit constitutionnel, droit administratif, finances publiques)
- . Méthodologie des rapports et notes de synthèse

-Cours aux Collèges Universitaires Français de Moscou et de Saint-Pétersbourg

- .Droit public (droit constitutionnel, droit administratif)

-Cours à l'Université de Birzeit (Territoires palestiniens)

- .Droit public (droit constitutionnel , droit administratif)

RESPONSABILITÉS SCIENTIFIQUES

DIRECTION D' EQUIPES DE RECHERCHE :

- Directeur de l'UMR 6201 CNRS-Université Paul Cézanne, Droit public comparé, droit international et droit européen (de 2003 à 2008,) regroupant :
 - Le Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Justice Constitutionnelle – Institut Louis Favoreu (Université Paul Cézanne Aix-Marseille III)
 - Le Centre d'Etudes et de Recherches Internationales et Communautaires (Université Paul Cézanne Aix-Marseille III)
 - Le Centre de Droit et Politique Comparés Jean-Claude Escarras (Université du Sud Toulon-Var)
 - L'Institut d'Etudes Ibériques et Ibéro-américaines – Droit et Politique comparés (Université de Pau et des Pays de l'Adour).
- Directeur du Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Justice constitutionnelle, Institut Louis Favoreu, CNRS UMR 6201 (2004-2008)
- . Directeur du Master de Droit public de la Faculté de Droit et de Science Politique (options : Droit public général – Droits fondamentaux – Droit administratif des collectivités territoriales – Droit et pratique des contentieux publics – Droit, Economie et management des collectivités territoriales – Carrières administratives – Conseil juridique au Commandement) (jusqu'en 2011).
- . Directeur du Master Recherche de Droit public général (jusqu'en 2008)

RAYONNEMENT SCIENTIFIQUE

ACTIVITES EDITORIALES

- Directeur de la *Revue française de droit constitutionnel*, éditée par les PUF, depuis 2005 (Secrétaire général de 1990 à 2005)
- Directeur de l'Annuaire International de Justice constitutionnelle, édité par ECONOMICA-PUAM, (2005-2008)
- Directeur de la Collection Droit public comparé et européen, éd. Bruylant (collection créée en 2006)

CONSEILS, COMMISSIONS ET JURYS DE CONCOURS

- Conseil d'administration de l'IEP – Conseil d'administration de la Faculté de Droit et de Science Politique – Conseil scientifique de l'Université Paul Cézanne, Commissions de spécialistes
- Membre du jury du deuxième concours (interne) d'agrégation de Droit public (2002-2003)
- Membre des jurys de recrutement du CNFPT.
- Président du jury du concours d'Administrateur territorial (2008-2009)
- Membre du jury du premier concours (externe) d'agrégation de Droit public (2009-2010).

EXPERTISES

- Expert pour le droit public auprès de la Direction de la Recherche – Ministère de l'Education nationale (jusqu'en 2007)
- Expert auprès du Conseil de l'Europe (Groupe d'Experts indépendants sur la Charte européenne de l'autonomie locale) depuis 2000. Participation à l'élaboration de plusieurs rapports et aux commissions de suivi.
- Auditions par la Mission parlementaire (C. Lise et M. Tamaya) chargée d'un rapport au Premier ministre sur l'avenir institutionnel des départements d'outre-mer, Paris, Assemblée Nationale, 1999.
- Audition par la Commission des Lois du Sénat sur la réforme constitutionnelle relative aux collectivités territoriales, octobre 2002.
- Rapport élaboré à la demande du Gouvernement luxembourgeois, Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, sur « Le rôle de l'Etat au Luxembourg » (en collaboration avec G. Scoffoni), 227 pages, juin 2003.
- Président du Comité d'expertise de l'Université de Nanterre, nommé par l'Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, février 2008.
- Rapport élaboré pour le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie sur les transferts de compétences de l'article 27 de la loi organique de 1999, 115 pages, mars 2011.
- Rapport élaboré pour le ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie sur les fondements constitutionnels d'une éventuelle illégalité du contrat de partenariat conclu entre l'Etat et Ecomouv SAS, 38 p, décembre 2014.
- Rapports réalisés pour la Communauté du Pays d'Aix (Communauté de communes) sur la création de la Métropole Aix Marseille Provence, 2014.

INVITATIONS D'UNIVERSITES ETRANGERES (COURS OU CONFERENCES)

- Université Western-Cape (Afrique du Sud) , août 2003
- Université La Sapienza, Rome (Italie) , janvier 2004
- Université Rienmin, Beijing (Chine) , janvier 2005, novembre 2008
- Université Externado, Bogota (Colombie) , mai 2005
- Université Tokaï, Tokyo (Japon), août 2005
- Université de Varsovie (Pologne), octobre 2005
- Université Nationale autonome de Mexico, UNAM, (Mexique) , décembre 2005
- Faculté des Sciences Juridique de Tunis, février 2008, mars-avril 2011
- Université de Naples 2 (Italie) , mai 2008
- Université de Montréal, octobre 2010
- Faculté de droit de Cordoba (Argentine), décembre 2011
- Universités de Yeungnam et de Jeju (Corée du Sud), avril 2012
- Université de Birzeit (Territoires palestiniens), décembre 2008, février 2012, mars 2014.

PUBLICATIONS, RAPPORTS ET COMMUNICATIONS

- OUVRAGES :

- *La protection de la vie privée dans les rapports entre l'État et les particuliers*, Economica, Collection Droit Public positif, 1983.
- *Droit méditerranéen de l'environnement* (dir. avec J.Y. Cherot), Economica, 1988.
- *L'administration de la justice* (en collaboration), Que sais-je ? PUF, 1994.
- *La Cour de justice de la République* (en collaboration), Que sais-je ? PUF, 1995.
- *Droit constitutionnel local*, Collection Droit public fondamental, Economica, 1995.
- *Droit constitutionnel* (en collaboration), Dalloz, coll. Précis, 17^e éd. 2015 (1^e éd. 1998).
- *Droit des Libertés fondamentales* (en collaboration), Dalloz, coll. Précis, 6^e éd. 2012 (1^e éd. 2001).
- *Les Grandes décisions du Conseil constitutionnel* (en collaboration), Dalloz, 17^e éd., 2013.

- ETUDES ET ARTICLES :

1. « L'article 19 de la Constitution de 1958 », *Revue de droit prospectif*, n° 1, 1976, pp. 48-54 (en collaboration avec Gilles Wolkowitsch).
2. « Le découpage des circonscriptions administratives et électorales devant le Conseil d'Etat », *Actualité Juridique Droit Administratif*, 1983, pp. 219-231.
3. « Evolutions récentes du droit des relations financières avec l'étranger », *Actualité Juridique Droit Administratif*, 1985, pp. 115-135.
4. « Un exemple de résistance au changement politique : les écoutes téléphoniques », *Revue de la Recherche Juridique - Droit prospectif*, n° 1987-1, pp. 181-190.
5. « La libertà di comunicazione in Francia » (« La liberté de communication en France »), *Politica del diritto*, a. XVIII, n° 3, sept. 1987, pp. 365-396.
6. La liberté de communication dans la jurisprudence constitutionnelle française, *Annuaire International de Justice Constitutionnelle*, 1987, pp 317-343.
7. « Doctrine italienne de droit constitutionnel », Traduction et présentation, (en collaboration avec le Doyen Jean-claude Escarras), *Cahiers du Centre de droit et politique comparés* (Université de Toulon et du Var), 1988, vol 3.
8. « L'institutionnalisation de la politique de l'environnement » (en collaboration avec J.Y. Cherot), *in Droit méditerranéen de l'environnement*, ouvrage collectif sous la direction de J.Y. Cherot et A. Roux, Ed. Economica, 1988, pp. 9-19.
9. « Liberté de circulation et contrôle des changes dans la C.E.E. » (en collaboration avec J. Y. Cherot), *in « Liberté de circulation des personnes en droit international »*, sous la direction de M. Flory et R. Higgins, ed. Economica 1988, pp 113-127.

10. « L'expulsion des étrangers dans la jurisprudence administrative française », in *Liberté de circulation des personnes en droit international*, sous la direction de M. Flory et R. Higgins, Ed Economica, 1988, pp. 145-192.
11. « Principe d'égalité et droit de suffrage », rapport présenté à la table ronde internationale sur la justice constitutionnelle, Aix-en-Provence, 12 juillet 1989, *Annuaire international de justice constitutionnelle*, Economica-PUAM, V-1989, pp. 264-293.
12. « La transparence administrative en France », rapport présenté à la table ronde européenne du Centre de recherches administratives, Aix-en-Provence, 27-28 oct 1989, in *Annuaire européen d'administration publique*, ed. CNRS, 1989, pp. 57-94 et in *La transparence administrative en Europe*, ed. du CNRS, 1990, pp. 57-94.
13. « Normes nationales et normes locales dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel », rapport français présenté à la table ronde internationale *Normes nationales et normes locales dans les jurisprudences constitutionnelles comparées*, Toulon, 5 juillet 1990, *Revue de la Recherche Juridique*, Droit prospectif, 1992 n° 1, pp. 73-95.
14. Le découpage des circonscriptions électorales, *Les Cahiers du CNFPT*, n° 34, novembre 1991, pp. 29-35.
15. « Le Conseil constitutionnel et la décentralisation » in *La décentralisation dix ans après*, Actes du colloque organisé par le G.R.A.L. et la Fondation des collectivités locales, Paris (Sénat), 5-6 février 1992, LGDJ, 1993, pp 51-58.
16. Le principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales, *RFDA* 3-1992, pp. 435-452
17. V° Liberté de conscience, Liberté de la communication audiovisuelle, Liberté de la presse, Erreur manifeste d'appréciation, in *Dictionnaire de droit constitutionnel* (dir. O. Duhamel, Y. Meny) P.U.F. 1992, pp. 403-404 et pp. 572-580.
18. Administration et fonctionnement de la Justice en France (avec T.S. Renoux), rapport français à la table ronde internationale organisée par le Centre de Recherches Administratives, Aix-en-Provence, 25 et 26 octobre 1991, in *Annuaire Européen d'Administration Publique*, 1991, ed. du CNRS, 1992.
19. Point de vue français sur le droit constitutionnel des collectivités périphériques, in *Etudes du droit constitutionnel franco-portugais*, dir. P. Bon, Economica-PUAM, 1992, pp. 201-234.
20. Le juge administratif en France, in *Système juridique français*, (dir. T. Kojima, T. Atsumi, H. Hokama et M. Shimizu), Publications de l'Institut Japonais de Droit Comparé, Presses Universitaires de Chuo, Tokyo, 1992 p. 75-98.
21. Responsabilité de l'Etat et droits des victimes d'actes de terrorisme (avec T.S. Renoux) *Actualité Juridique Droit Administratif*, 1993, p. 75.
22. « Constitution et partis politiques », rapport présenté à la Table ronde internationale de justice constitutionnelle, sept. 1993, *Annuaire international de justice constitutionnelle*, Economica-PUAM, IX-1995, pp. 135-156.
23. « Lo sviluppo e le garanzie dell'autonomia locale in Francia » (Le développement et les garanties de l'autonomie locale en France), in *Le autonomie e l'Europa, Profili storici e comparati*, a cura di Pierangelo Schiera. *Il Mulino*, 1993.
24. « La région, modèle d'organisation de l'Etat », in *Etudes de droit constitutionnel franco-espagnol*, dir. P. Bon, Economica 1994, pp. 167-190.
25. « Le Conseil constitutionnel et les campagnes électorales radiotélévisées » (avec R. Ghevontian), in *Les campagnes électorales radiotélévisées*, dir. G. Drouot, coll. Droit de l'audiovisuel, Economica-PUAM, pp. 143-161.
26. « L'indivisibilité de la République (Les implications du principe d'indivisibilité de la République dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel) » in *La République en droit français*, dir. B. Mathieu, M. Verpeaux, coll. Droit public positif, Economica, 1996, pp. 77-102.

27. « Libre administration locale et principe d'égalité : évolutions récentes », rapport au III^e Congrès de l'Association française des constitutionnalistes, Dijon, 13-14-15 juin 1996 in *La constitutionnalisation des branches du droit*, Economica-PUAM, 1998, pp. 105-106.
28. « Le contrôle de l'État : légalité, égalité, liberté », in *Egalité et liberté locale dans la Constitution* (sous la direction d'A.M. Le Pourhiet), Economica-PUAM, 1999, pp. 73-90.
29. Le principe d'égalité devant le suffrage et le découpage cantonal, *Revue générale des collectivités territoriales*, 1999, n° 4, pp. 115-125.
30. « Le découpage des circonscriptions électorales. Aspects de droit comparé », in *Mélanges Charles Cadoux*, PUAM, 1999, pp. 305-317.
31. « Évolution des départements d'outre-mer et Constitution » in *L'évolution du statut de département d'outre-mer* (dir. J.Y. Faberon et J.F. Auby), PUAM 1999, pp. 251-263.
32. « Le contrôle du Conseil constitutionnel sur les lois du pays », in *La souveraineté partagée*, Actes du Colloque de Nouméa (dir. J.Y. Faberon et G. Agniel), Notes et études documentaires, La Documentation française, 2000, pp. 339-349
33. « Les juges constitutionnel et administratif et le principe d'égalité devant le suffrage », in *Au carrefour des droits, Mélanges Louis Dubouis*, Dalloz, 2002.
34. « La libre administration des collectivités territoriales est-elle une liberté fondamentale ? » (avec Louis Favoreu), *Les Cahiers du Conseil constitutionnel*, 12-2002, pp. 88-92.
35. « Les collectivités territoriales dans le débat électoral. La fin de l'unité territoriale de la République », in *L'esprit des institutions, l'équilibre des pouvoirs, Mélanges Pierre Pactet*, Dalloz 2003, pp. 405-421.
36. L'évolution du régime statutaire des collectivités d'outre-mer, in *La République décentralisée*, dir. Y. Gaudemet et O. Gohin, Ed. Panthéon-Assas, 2004, p. 111
37. « Le pouvoir normatif des collectivités territoriales d'Outre-mer », in *L'outre-mer français*, dir. J.Y. Faberon, La documentation française, coll. Etudes, 2004, p. 127.
38. « Normes nationales et normes locales. Dernières évolutions », in *Mélanges Jean-Claude Escarras*, Bruylant, 2005.
39. « Constitution, Expérimentation et Décentralisation », in *Etudes en l'honneur de Loïc Philip*, Economica, 2005, pp. 207-218.
40. Aspects constitutionnels des droits à l'expérimentation, in *Les collectivités locales et l'expérimentation, perspectives nationales et européennes*, Ministère de l'Intérieur, Travaux du Centre d'étude et de prospective, La documentation française, 2005, pp. 155-170.
41. Vers un pouvoir réglementaire local ? » in *Les collectivités territoriales en France*, (dir. M. Bonnard), Les notices de La documentation Française, 2005.
42. Les apports de la Charte sociale européenne in « *Les droits sociaux fondamentaux à l'âge de la mondialisation* », dir. J.Y. Cherot et T. Van Reenen, PUAM 2005, pp. 19-32.
43. Autonomie régionale et formes de l'Etat (avec Guy Scoffoni), in *Renouveau du droit constitutionnel, Mélanges en l'honneur de Louis Favoreu*, Dalloz, 2007, pp.895-913.
44. Constitution, décentralisation, et libre administration des collectivités territoriales, in *En hommage à Francis Delpérée, Itinéraires d'un constitutionnaliste*, Bruylant-LGDJ, 2007, pp.1379-1390
45. Peut-on encore décentraliser ? , in *Le dialogue des juges, Mélanges en l'honneur de Bruno Genevois*, Dalloz ,2008, pp. 911-924.
46. La clarification des pouvoirs au sein de l'Exécutif, *Revue politique et parlementaire*, n° 1045, octobre/décembre 2007, pp.20-32.
47. L'article 10 et l'article 34-IV, Commentaire article par article du projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la V^e République, *Petites Affiches*, n°97, 14 mai 2008, p. 35.
48. La Constitution de 1958, L'Unité , in : *Le cinquantenaire de la Constitution de la V^e République* , Dalloz, 2008, pp.147-160.

49. L'autonomie financière des collectivités territoriales dans les constitutions européennes, in *Mélanges en l'honneur de Jean Gicquel*, LGDJ 2008, pp.483-495.
50. Constitutions nationales et construction européenne, les révisions sont-elles nécessaires ?, in : *L'application du droit international et communautaire dans l'ordre juridique interne en France et en Pologne*, dir. Mirosław Granat, WYDAWNICTWO SEJMOWE ,2007, pp.168-178.
51. Liberté d'expression et discours politique, Rapport général à la XXIII^e Table ronde internationale sur la justice constitutionnelle, Aix-en-Provence septembre 2007, in *Annuaire international de justice constitutionnelle*, Economica-PUAM 2008, p.433.
52. Réviser la constitution en 2008 ? Après le comité Balladur. Rapport de synthèse présenté à la journée d'études du 17 janvier 2008 à Paris. *Revue française de droit constitutionnel*, numéro hors série, 2008, p. 243-249.
53. Le nouveau Conseil constitutionnel, vers la fin de l'exception française ? *La Semaine juridique*, édition générale, n°31-35,30 juillet 2008,I, 175,pp.48-54.
54. Le retour au Parlement des anciens membres du gouvernement, *Petites Affiches*, n°254,19 décembre 2008 ,pp. 39-41.
55. Constitution de la Ve république et décentralisation, *Przegląd Sejmowy*,6(89)/2008 (Revue de la Diète polonaise), pp.121-137
56. Le contrôle de constitutionnalité comme limite à l'autonomie institutionnelle, in *L'Outre-mer français : un « modèle » pour la république ?*, dir. Ferdinand Mélin-Soucramanien, Presses universitaires de Bordeaux, 2008, pp.49-60.
57. Diritti e libertà (Droits et libertés), in *Glossario di Diritto pubblico comparato (Glossaire de droit public comparé)*, A cura di Lucio Pegoraro, Carocci editore, Rome,2009,p.86.
58. Juges constitutionnels français et juges européens, in : *I congreso internacional sobre justicia constitucional*, Edgar Corzo Sosa coordinador, Universidad Nacional Autonoma de Mexico,2009, p.715.
59. La décentralisation à la française. in : *La Costituzione francese*, a cura di M.Calamo Specchia, G. Giappichelli Editore, Torino, 2009, pp.221-237.
60. Portée et limites du statut constitutionnel de la famille, rapport général à la XXIV^e Table ronde internationale sur la justice constitutionnelle, Aix-en-Provence, septembre 2008, in *Annuaire international de justice constitutionnelle*, Economica-PUAM 2009, p. 397.
61. L'accessibilité et l'intelligibilité de la loi. in : *Le droit constitutionnel normatif. Développements récents*. Dir. Rafea Ben Achour, Bruylant, 2009, pp.155-172.
62. Le pouvoir réglementaire local, in : *Les collectivités territoriales*, coord. Maryvonne Bonnard, La documentation Française, collection les Notices, 2009, pp.45-53.
63. Les limites constitutionnelles à une nouvelle évolution de la décentralisation, in : *Les transferts de compétences aux collectivités territoriales : aujourd'hui et demain ?*, Dir. Marie-Luce Pavia, l'Harmattan, 2010, pp.131-145.
64. Une analyse comparative des organes en charge du contrôle électoral : le cas français, in : *La resolución de los conflictos electorales : un analisis comparado*, Paloma Biglino Campos ,Luis E. Delgado del Rincon (eds),Cuadernos y Debates, 200,Centro de Estudios Politicos y Constitucionales, Madrid, 2010, pp.47-65.
A comparative analysis of the bodies in charge of electoral supervision, especially judicial ones. The case of France, in *Science and technique of democracy n° 48, Supervising electoral processes*, Venice Commission, Council of Europe Publishing, Strasbourg, 2010, pp. 83-98.
65. La Constitution française de 1958 et les droits fondamentaux : influences croisées, anciennes et récentes, in : *Future of Comparative Study in Law :The 60th anniversary of the Institute of comparative law in Japan*, Chuo University Press, Tokyo 2011, pp.467-486
66. Question prioritaire de constitutionnalité et droit des collectivités territoriales, in : *Question prioritaire de constitutionnalité, premier bilan*, Les Cahiers de l'institut Louis Favoreu, dir. Xavier Philippe et Marthe Stefanini, PUAM, 2011, p.87
67. La décentralisation à la Française, in : Mirosław Granat, Krzysztof Wojtyczek, *50 lat Konstytucji V Republiki Francuskiej*, Wydawnictwa, Warszawa, 2011, pp. 99-117.

68. Peuple et population(s) dans la Constitution de 1958 , in : *Destins des collectivités politiques d'Océanie*, dir. Jean-Yves Faberon, Viviane Fayaud et Jean-Marc Regnault, Vol I, PUAM, 2011, pp.81-91.
69. « Contrôle de constitutionnalité. Organisations juridictionnelles, in : *Traité international de droit constitutionnel* (dir. M.Troper et D.Chagnollaud), t. 3, Dalloz, 2013, pp.108-146.
70. « Pouvoirs et Constitutions dans les Etats de l'Océan Indien », rapport de synthèse, in : *le développement constitutionnel dans les Etats du sud-ouest de l'océan Indien*, dir. Jacques Colom, collection Sociétés de l'océan Indien, Presses universitaires d'Aix-Marseille 2013, p. 177.
71. La libre administration des collectivités territoriales : une exception française ?, in *Existe-t-il une exception française en matière de droits fondamentaux ?*, dir. M. Fatin-Rouge Stefanini et G. Scoffoni, Les Cahiers de l'Institut Louis Favoreu, n° 2 , PUAM 2013, pp.181-191.
72. La réforme des collectivités territoriales : permanence ou discontinuité des programmes politiques ?, in : *Les collectivités territoriales et l'élection présidentielle*, dir. Nelly Ferreira et Laetitia Janicot, coll. LEJEP, Lextenso éditions 2013, pp. 111-129.
73. Les changements inconstitutionnels de régime dans l'histoire constitutionnelle française, in : *Les changements anticonstitutionnels de gouvernement. Approches de droit constitutionnel et de droit international*, dir. Rafâa Ben Achour, Les Cahiers de l'Institut Louis Favoreu, n° 3,2014, Presses universitaires d'Aix-Marseille, pp. 77-84.
74. Le contrôle de constitutionnalité des lois et la préservation du caractère unitaire de la République, in : *Le contrôle de constitutionnalité en France et en Chine*, dir. Han Dayuan et Ferdinand Mélin-Soucramanien, Dalloz, 2014, pp.103-113

- NOTES ET COMMENTAIRES DE JURISPRUDENCE :

1. Note sous Conseil constitutionnel, n°89-272 DC du 22 janvier 1990 (loi organique modifiant l'article L.O. 148 du code électoral), *RFDC* 2-1990, p. 322.
2. Note sous Conseil constitutionnel, n° 89-263 DC 11 janvier 1990 (financement de la vie politique) *RFDC* 2-1990, pp. 332-338.
3. Note sous Conseil constitutionnel, n° 90-279 DC du 7 novembre 1990, *RFDC* 5-1991, p. 177.
4. Note sous Conseil constitutionnel, n° 90-284 DC du 16 janvier 1991 *RFDC* 6-1991, p. 300.
5. Note sous Conseil constitutionnel, n° 91-296 DC du 29 juillet 1991, *RFDC* 8-1991, pp. 716-720.
6. Note sous Conseil constitutionnel, n° 92-316 DC du 20 janvier 1993, *RFDC* 14-1993, p. 390.
7. Chronique de la jurisprudence du Conseil constitutionnel 1991 (en collaboration), *Annuaire international de justice constitutionnelle*, Economica -PUAM, 1993, pp. 529-575.
8. Réalisation des sommaires des décisions du Conseil constitutionnel pour la *RFDC* (depuis le n° 1-1990).
9. Chronique France. Droit constitutionnel local, *Annuaire international de justice constitutionnelle*, 1994, Economica-PUAM 1995, p. 542 et s.
10. Sommaires des décisions du Conseil constitutionnel, *RFDC* 21-1995, p. 155 ; 22-1995, p. 361 ; 23-1995, p. 571 ; 24-1995, p. 783.
11. Note sous Conseil constitutionnel, n° 93-331 DC, *Renouvellement des conseillers généraux*, Dalloz-Sirey 1995, Somm., p. 296.
12. Note sous Conseil constitutionnel, n° 94-341 DC, *Renouvellement des conseils municipaux*, Dalloz-Sirey 1995, Somm., p. 297.
13. Note sous Conseil constitutionnel, n° 93-333 DC, *Autorisations d'émission*, Dalloz-Sirey 1995, Somm., p. 301.
14. Note sous Conseil constitutionnel, n° 94-345 DC, *Loi Toubon*, Dalloz-Sirey, 1995, Somm. p. 303.

15. Note sous Conseil constitutionnel, n° 96-373 DC du 9 avril 1996, *Autonomie de la Polynésie I*, *RFDC* 26-1996, p. 589.
16. Sommaire des décisions du Conseil constitutionnel, *RFDC* 25-1996, p. 119 ; 26-1996, p. 383 ; 27-1996, p. 581.
17. Note sous Conseil constitutionnel, n° 95-364 DC du 8 février 1995; Dalloz-Sirey, *Somm.*, 1996.
18. Note sous Conseil constitutionnel, n° 95-361 DC du 2 février 1995, Dalloz-Sirey, *Somm.*, 1996.
19. Obs. sous Conseil constitutionnel, n° 96-381 DC, 96-382 DC, déc. 96-384 DC, *Sommaires commentés*, Recueil Dalloz, 1998.
20. Note sous Conseil constitutionnel, n° 98-397 DC du 6 mars 1998, *RFDC* 34-1998, p. 317.
21. Note sous Conseil constitutionnel, n° 98-402 DC du 25 juin 1998, *RFDC* 35-1998, p. 642.
22. Note sous CAA Marseille, 26 mars 1998, *RFDA*, 1998, p. 1118.
23. Observations sous C.A.A. de Marseille, 28 septembre 1998, *Chabni*, *RFDA*, 1999, p. 1097.
24. Observations sous C.A.A. de Marseille, 23 novembre 1998, *Thione*, *RFDA*, 1999, p. 1098.
25. Note sous Conseil constitutionnel, n° 2000-431 DC du 6 juillet 2000, Election des sénateurs, *RFDC* 44-2000, pp. 826-830.
26. Sommaire des décisions de Contentieux électoral, Contentieux des opérations de referendum, répartition des compétences entre loi et règlement, *RFDC* 44-2000, pp. 840-842.
27. Note sous Conseil constitutionnel, n° 2000-428 DC du 4 mai 2000, Consultation de la population de Mayotte, *Le Dalloz*, *Sommaires commentés*, juin 2001, JP, p. 1763.
28. Note sous Conseil constitutionnel, n° 2000-435 DC du 7 décembre 2000, Loi d'orientation pour l'outre-mer, *Le Dalloz*, *Sommaires commentés*, juin 2001, JP, p. 1765.
29. Note sous Conseil constitutionnel, n° 2000-438 DC du 10 janvier 2001, Elections à l'Assemblée de la Polynésie française, *RFDC* 46-2001, p. 371.
30. Note sous Conseil constitutionnel, n° 2000-435 DC du 7 décembre 2000, Loi d'orientation pour l'outre-mer, *Le Dalloz*, *Sommaires commentés*, juin 2001, JP, p. 1765.
31. Note sous Conseil constitutionnel, n° 2000-438 DC du 10 janvier 2001, Elections à l'Assemblée de la Polynésie française, *RFDC* 46-2001, p. 371.
32. Commentaire de la décision du Conseil constitutionnel n° 2004-490 DC du 12 février 2004, Loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française, *RFDC*, 58-2004, pp. 370-382.
33. Commentaire de la décision du Conseil constitutionnel n°2004-503 DC du 12 août 2004, Loi relative aux libertés et responsabilités locales, *RFDC* 62-2005, pp. 357-362.
34. Commentaire de la décision du Conseil constitutionnel n°2010-107 QPC du 17 mars 2011, syndicat mixte chargé de gestion du contrat urbain de cohésion sociale de l'agglomération de Papeete, *RFDC* 88-2011, pp. 817-820.

- RAPPORTS ET COMMUNICATIONS :

1. La Cour des comptes et le contrôle de la gestion des collectivités locales, 1980, 53 pages dact.
2. « Les institutions et la politique de l'environnement dans les pays du bassin méditerranéen », rapport pour le ministère de l'environnement (1986) (en collaboration, étude coordonnée par le Professeur J.Y. Cherot).
3. *Les institutions nationales et la politique de l'environnement*, rapport (25 pages dactyl) présenté au séminaire international de Barcelone (5-9 septembre 1988) organisé par la Fondation Fiedrich Neumann.
4. « Associations, environnement et décentralisation », 19 pages dact., rapport préliminaire pour le Forum « *Les O.N.G. et la protection de l'environnement dans le bassin méditerranéen* » (1989), PNUE.

5. « Le système français de justice administrative », 27 p. dact., rapport présenté au colloque sur *Le juge français et le juge japonais*, organisé par l'Institut de droit comparé de l'Université de Chuo (Tokyo), Tokyo, 17 avril 1990
6. « Droits des victimes et responsabilité de l'Etat », 19 p. dact., rapport présenté au colloque *Droit international et terrorisme* organisé par le Centre d'études et de recherches internationales et communautaires et la London School of Economics, Aix-en-Provence, 21-22 septembre 1990.
7. « Les règles de participation dans les directives européennes sur les marchés publics », 22 p. dact., rapport présenté au colloque *Marchés publics européens* organisé par le Centre de recherche en droit public économique, Faculté de droit et de Science Politique, Aix-en-Provence, 5 octobre 1990.
8. « Le droit constitutionnel des collectivités périphériques », 24 p. dact., rapport présenté à la table ronde franco-portugaise sur *La Constitution portugaise de 1976 après la révision constitutionnelle de 1989*, organisée par l'Institut d'études juridiques ibériques et ibéro-américaines, Université de Pau et des pays de l'Adour, Pau, 9-10 novembre 1990.
9. « Les implications du principe d'indivisibilité de la République dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel », rapport au colloque de Dijon, 1992 (Faculté de droit et de science politique), *La République en droit français, 1792-1992*.
10. « Le statut constitutionnel du juge », rapport au II^e Congrès français de droit constitutionnel (Bordeaux, 13-15 mai 1993) en collaboration avec T.S. Renoux.
11. Auditions par la Mission parlementaire (Claude Lise et Michel Tamaya) chargée d'un rapport au Premier ministre sur l'avenir institutionnel des départements d'outre-mer, Paris, Assemblée Nationale, 1999.
12. « La protection constitutionnelle des minorités », Conférence prononcée à l'Université de Western-Cape (Afrique du Sud), 1999.
13. « La crise de la loi », Communication aux Journées d'études de l'Association brésilienne de droit constitutionnel, Sao Paolo, 27 août 1999, 16 p. dact.
14. « La responsabilité du président de la République », Conférence prononcée à l'Université d'Oslo, le 5 octobre 1999.
15. « Souveraineté et fédéralisme », conférences prononcées aux Collèges universitaires français de Moscou et de St Petersburg, 14-20 février 2000.
16. « Le principe de libre administration des collectivités territoriales », Communication au séminaire franco-coréen de droit public et de Science politique (Université Myongji, Université de Paris I, CNRS), Paris, 28-29 juin 2000, 23 p. dact.
17. « Les lois de dévolution en Ecosse et au Pays de Galles », Communication à la Journée d'études de l'Association française des constitutionnalistes, Paris, Sénat, 6 avril 2000, 18 p. dact.
18. La réforme constitutionnelle relative aux collectivités territoriales, Audition par la Commission des Lois du Sénat, octobre 2002.
19. Le rôle de l'Etat au Luxembourg (en collaboration avec G. Scoffoni), Rapport élaboré à la demande du Gouvernement luxembourgeois, Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, 227 pages, juin 2003.
20. « La séparation verticale des pouvoirs et le principe de subsidiarité », rapport présenté à la journée d'études sur la Constitution européenne, Maison de l'Europe, Paris 28 mars 2003.
21. « L'évolution du régime statutaire des collectivités d'outre-mer », rapport présenté au colloque de l'Université de Paris II, 17 juin 2003.
22. La Charte sociale européenne : quelle effectivité ?, rapport présenté au Colloque de l'Université Western-Cape (Afrique du Sud) 14-15 août 2003.
23. « L'apport du Conseil constitutionnel à la construction de l'Etat de droit », rapport présenté au Colloque de l'IEP d'Aix-en-Provence, 11 octobre 2003, Le Conseil constitutionnel, 45 ans après.
24. « La décentralisation à la Française, Evolutions récentes », rapport présenté au Séminaire du Master « Organisation et fonctionnement de l'administration publique » (dir. S. Cassese) à l'Université La Sapienza (Rome), 29 janvier 2004.

25. « Constitution et droit à l'expérimentation », rapport présenté au colloque de l'IEP d'Aix-en-Provence sur L'expérimentation locale, 18 juin 2004.
26. « Réforme de l'Etat et expérimentation locale », rapport présenté au colloque sur La Réforme de l'Etat, Université du Sud Toulon-Var et Université d'Auvergne, Toulon, 1^{er} octobre 2004.
27. « La justice constitutionnelle en France », Séminaire franco-chinois de droit constitutionnel, Université Rienmin, Beijing, 19-20 janvier 2005.
28. « La justice constitutionnelle en Europe », Conférences, Université Externado, Bogota, 26-27 mai 2005.
29. « Sur quelques notions fondamentales relatives à la décentralisation dans la Constitution française » et « Actualité de la décentralisation en France », conférences à l'Université Tokaï et à la Fondation franco-japonaise Sakasawa, Tokyo, 23-25 août 2005.
30. « La place de Mayotte dans les collectivités d'Outre-mer », rapport présenté au Colloque sur La spécificité juridique des territoires français de l'Océan Indien, Université de La Réunion, 12-13 octobre 2005, *Annuaire des Pays de l'Océan Indien*, 2006.
31. « Construction européenne et Constitution. Est-il nécessaire de réviser la Constitution ? », rapport présenté au Colloque polono-français sur L'application du droit international et communautaire dans l'ordre juridique interne en France et en Pologne, Université de Varsovie II, 21-22 octobre 2005 .
32. « Juges constitutionnels français et juges européens », rapport présenté au Congrès international de justice constitutionnelle, Instituto de Investigaciones Juridicas, UNAM Mexico, 28 novembre – 2 décembre 2005 (éd. UNAM, 2006).
33. « L'autonomie normative locale : les expériences française et italienne », rapport présenté au séminaire de Doctorat de Droit comparé (dir. A. Pizzorusso) de la Faculté de Droit de Pise, 20 décembre 2005.
34. « La République française sur la voie fédérale ? Les perspectives », Rapport au séminaire d'actualité du droit d'outre-mer, Institut de droit d'outre-mer, Faculté de droit de Montpellier, 3 mai 2006.
35. « Justice constitutionnelle et droits fondamentaux », rapport au « Congresso internacional de direito constitucional », Goiania (Brésil), 11-12 mai 2006
36. « Constitution et construction européenne », rapport au VIII^o Congrès International de Droit constitutionnel Européen et Comparé, Université de Regensburg (Allemagne), 23-24 juin 2006
37. « Le processus de réforme constitutionnelle en France », rapport au colloque du King Prajadhipok's Institute, « Constitutionnal reform : Comparative perspectives », Bangkok (Thaïlande), 3-5 novembre 2006
38. « Rapport introductif du colloque sur « le 60^e anniversaire de la Constitution italienne », Université du Sud-Toulon-Var, 19-20 octobre 2006.
39. « Les limites constitutionnelles à une nouvelle évolution de la décentralisation », rapport au colloque de l'Université de Montpellier sur Les compétences des collectivités territoriales, 2007.
40. « Le contrôle de constitutionnalité comme limite à l'autonomie institutionnelle outre-mer », rapport présenté au colloque de Bordeaux sur Constitution et Outre-mer, septembre 2007.
- 41 « La protection judiciaire des droits fondamentaux », rapport au Séminaire franco-chinois en droit public, Institut de Recherches Europe-Asie , Aix en Provence, 14 mai 2007.
42. « Autonomie régionale et formes de l'Etat », rapport à la Table ronde internationale sur « L'évolution des concepts de la doctrine classique de droit constitutionnel », Association Roumaine de droit constitutionnel et Université «Mihail Kogălniceanu, Iasi (Roumanie) , 26 mai 2007. Actes du colloque publiés par Genoveva Vrabie, Institutul european, 2008.
43. « L'accessibilité et l'intelligibilité de la loi », rapport au colloque « Le droit constitutionnel normatif, développements récents », Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, 1^o et 2 février 2008.
44. « Vers un nouvel équilibre des pouvoirs sous la V^o République ? », Rapport au séminaire de Caserta , Université de Naples 2 , 21 mai 2008.
45. « La décentralisation à « la française » », rapport au Congrès de l'Association de Droit Public comparé et Européen, « La Constitution Française », Bari (Italie), 22-23 mai 2008.

46. « Les droits fondamentaux dans la Constitution de 1958, quelles influences ? » Rapport au Colloque international sur le 60^e anniversaire de la Constitution italienne, Facoltà di Studi Politici « Jean Monnet », Caserta (Italie), 28-30 mai 2008.
47. « La République décentralisée », rapport au colloque organisé par le Tribunal constitutionnel polonais sur le 50^e anniversaire de la Constitution de 1958, Varsovie, 24 - 25 octobre 2008, à paraître.
48. « Séparation et équilibre des pouvoirs sous la Ve république », rapport au Forum des pays de l'Asie de l'Est, organisée par l'université de Rienmin (Pékin), 21 - 22 novembre 2008.
49. « L'évolution de l'équilibre des pouvoirs au sein de l'Exécutif sous la Ve République », rapport au Congrès international de droit constitutionnel et européen organisé par l'université de Ratisbonne (Regensburg), 5 et 6 décembre 2008.
50. « Que reste-t-il de la Constitution de 1958 ? », rapport au séminaire doctoral du CHERPA, Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, 9 décembre 2008.
51. « Une analyse comparative des organes en charge du contrôle électoral : le cas français », rapport (26 pages) au séminaire organisé par la Commission européenne pour la démocratie et le droit et le Centre d'études politiques et constitutionnelles de Madrid, « le contrôle du processus électoral », Madrid, 23 - 25 avril 2009.
52. « Autonomie régionale et formes de l'État », rapport au colloque organisé par l'université de Sousse (Tunisie), Sousse, 27- 28 mars 2009
53. « La République décentralisée, constantes et mutations », rapport au colloque organisé par l'Université de Kairouan et l'Université des sciences juridiques de Tunis, Kairouan, 17 et 18 avril 2009
54. « L'intégration des immigrés en France », rapport au colloque « Les politiques d'immigration en Europe » organisé par l'université du Roi Juan Carlos de Madrid, 14 15 octobre 2009
55. « Question prioritaire de constitutionnalité et droit des collectivités territoriales », rapport au colloque « Question prioritaire de constitutionnalité, premiers bilans », organisé par l'Institut Louis Favoreu et la Communauté du pays d'Aix, 26 novembre 2010.
56. « Peuples et populations dans la Constitution de 1958 », rapport au colloque « Destins des collectivités politiques d'Océanie », Nouméa, 7-10 mars 2011.
57. « La libre administration des collectivités territoriales : exception française ? », rapport au colloque « Existe-t-il une exception française en matière de droits fondamentaux ? » organisé par l'Institut Louis Favoreu-Groupe d'études et de recherches sur la justice constitutionnelle, Faculté de droit d'Aix-en-Provence, 17 et 18 novembre 2011.
58. « Équilibre des pouvoirs et construction de l'État de droit sous la Ve République », rapport au colloque « Les mutations contemporaines du droit public : perspectives comparatives France et Argentine », organisé par l'Université de Cordoba (Argentine), le 30 novembre 2011.
59. « Droit, société et religion : le débat sur la place de la religion dans la société et dans l'État en Europe », rapport au colloque franco- coréen organisé par l'université de Yeung nam (Corée du Sud) le 17 avril 2012.
60. « La démocratie participative dans les constitutions européennes », rapport au colloque « Constitution et démocratie participative », ENA de Rabat (Maroc), 8 et 9 juin 2012.
61. « Pouvoirs et Constitutions dans les Etats de l'océan Indien », rapport de synthèse au colloque organisé par l'université de la Réunion et l'université de Maurice les 28 et 29 septembre 2012 à la Faculté de droit de l'université de Maurice.
62. « Le pouvoir exécutif dans les régimes semi présidentiels portugais et français », rapport au colloque sur le projet de nouvelle Constitution tunisienne organisé par l'Université et le Barreau de Sousse (Tunisie), 24 et 25 janvier 2013.
63. « Les changements inconstitutionnels de régime dans l'histoire constitutionnelle française », rapport au colloque « Changements inconstitutionnels de gouvernement : approches de droit constitutionnel et de droit international » organisé par l'Unité de recherche en droit international, juridictions internationales et droit constitutionnel comparé de la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis et la fondation Konrad Adenauer, 4 et 5 avril 2013.
64. « Le contrôle de constitutionnalité des lois et la préservation du caractère unitaire de la République », rapport au colloque international sur le contrôle de constitutionnalité en France et en Chine, Renmin Université de Chine, Pékin, 5 et 6 novembre 2013.

- Direction de thèses :

— *Thèses soutenues (1999-2014) :*

- 03/07/1999 . Ciniéri (Yvan), L'identité des DOM, de la décentralisation à l'ultrapériphérie
- 09/12/2000 . Oderzo (Jean-Claude), Les autorités administratives indépendantes et la Constitution
- 20/12/2002 • Akdag (Sevki), La Turquie devant la Cour européenne des droits de l'homme
- 23/05/2003 • Nombo (Emmanuel), La nouvelle Constitution congolaise
- 18/12/2004 • Carpentier (Elise), La résolution juridictionnelle des conflits entre organes constitutionnels »
- 14/01/2005 • Shaat (Hala), L'évolution des collectivités territoriales palestiniennes
- 21/05/2005 • Ribes (Didier), L'État protecteur des droits fondamentaux : recherche en droit comparé sur les effets des droits fondamentaux entre personnes privées
- 10/12/2005 • Nicot (Séverine), La sélection des recours devant le juge constitutionnel
- 07/10/2006 • Jacquier (Caroline), La protection des enfants-soldats par le droit international
- 09/12/2006 • Le Bot (Olivier), Le référé-liberté fondamentale
- 23/02/2007 • Ashor Salem : Le droit d'ingérence humanitaire et la souveraineté des Etats
- 02/06/2008 • Khillo Imad : Les droits de la femme à la frontière du droit international et du droit interne inspiré de l'Islam : le cas des pays arabes
- 27/06/2008 • Alicino Francesco (cotutelle Marina Calamo Specchia, Université de Bari) :Le constitutionnalisme européen
- 29/10/2008 • Danilenko Denis (codirection Jean Gueit) : Le procès constitutionnel et le droit processuel
- 28/11/2008 • Rachid Rachid : L'action de l'organisation internationale du travail en matière de protection des droits fondamentaux des travailleurs
- 29/11/2008 • Capitani Amandine : Les libertés de l'entrepreneur .Recherches sur la protection constitutionnelle des droits et libertés à caractère économique. Aspects de droit comparé espagnol, français et suisse
- 23/01/2009 • Heydari Bahareh : Le rôle des droits de l'homme dans les relations extérieures de l'Union européenne avec les Etats tiers.
- 05/12/2009 • Besson Elise : L'encadrement constitutionnel des relations financières entre l'Etat et les collectivités infra-étatiques
- 18/01/ 2010 • Yuan-Hao Huang : le pouvoir discrétionnaire législatif et le contrôle de constitutionnalité : étude comparative entre droit français et droit allemand
- 27/02/2010 • Serhan Youssef : La conception libanaise de l'Etat de droit
- 21/01/2011 • Patricia Francisci : Le statut constitutionnel des partis politiques.
- 28/01/2011 • Antonis Panagopoulos : Modèle américain ou modèle européenne de justice constitutionnelle : étude comparative à travers le cas hellénique.
- 24/02/2011 • Seyed Nasser Soltani : La notion de Constitution dans l'oeuvre de l'assemblée constituante iranienne de 1906.
- 24/06/2011 • Kulsudjarit Amornrat : La responsabilité individuelle des membres du gouvernement :étude comparative des procédures constitutionnelles française et thaïlandaise
- 11/07/2011 • Natalia Danelciuc ép. Colodrovski : La justice constitutionnelle dans les pays d'Europe centrale et orientale : évolutions actuelles.

10/12/2011 . Girard Didier : La France devant la Cour européenne des droits de l'Homme. Contribution à l'analyse du comportement étatique devant une juridiction internationale.

23/11/2012 . Patricia Rrapi : L'accessibilité et l'intelligibilité de la loi en droit constitutionnel. Étude du discours sur la « qualité de la loi ».

07/02/2013 . Wei Wang : Le contrôle de constitutionnalité en Chine au regard de l'expérience française (codirection Jin Bangui)

15/03/2013 . Liu Yafei : La protection des travailleurs en Chine

25/05/2013. Dagmara Rajska : Etude comparative des droits garantis aux justiciables en application de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et de leur traduction en droit interne en France et en Pologne (cotutelle Miroslaw Granat, Université Varsovie)

10/01/2014 . Rachid Cheniguer : La démocratisation de l'État par la coercition militaire : le cas de l'Irak

— *Thèses en cours* :

- Al Hajjar Hisham : Le Liban : Etat de droit et protection des libertés fondamentales
- Gautron Allan : La dynamique des droits fondamentaux face au progrès scientifique
- Gras Claudine : L'évaluation des politiques publiques par le Parlement.
- Marange Sophie : La révision constitutionnelle en République fédérale d'Allemagne
- Souplet Julien : Les commissions mixtes paritaires.
- Suteevarangkurn Teera : L'interprétation des compétences des organes constitutionnels par la Cour constitutionnelle thaïlandaise

